

La défaite de l'Europe est bien PLUS GRAVE qu'il n'y paraît | Alexander Mercouris

L'Europe a perdu toute sympathie de la part des Russes pour des générations, et cela modifiera le cours de l'histoire européenne encore davantage que la guerre en Ukraine. La manière dont les élites de l'UE ont réussi à choquer la population russe est mal comprise en Occident, mais revêt une importance monumentale. Symposium de l'Université de Kyoto 2026 : « Géopolitique à l'époque des monstres » Présentation 8 : Alexander Mercouris Alexander Mercouris examine le déclin du rôle central de l'Europe dans la politique mondiale et les dangers de la concurrence entre grandes puissances. Il soutient que l'ascension de la Chine, l'insécurité économique de l'Occident et l'évolution de l'identité de la Russie transforment le système international. S'appuyant sur l'histoire et sur ses visites en Russie, il aborde la neutralité, la diplomatie et la responsabilité de préserver la paix. Les questions du public remettent en cause son interprétation de l'identité européenne, explorent la stratégie américaine envers la Russie et la Chine, et évaluent les sanctions, la doctrine militaire et l'idée d'États civilisationnels. Liens d'Alexander : Alexander Mercouris sur YouTube : <https://www.youtube.com/@AlexMercouris> The Duran sur YouTube : <https://www.youtube.com/@TheDuran> Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Soutenir Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/donate> Boutique Neutrality Studies : <https://neutralitystudies.com/shop> Horodatages 00:00 Guerre, paix et rôle des États neutres 04:16 L'Europe et le système des grandes puissances 10:16 L'identité européenne de la Russie 14:59 L'ascension de la Chine et le déclin de l'Occident 18:31 La crise de 2008 et la pression sur la Russie 23:04 Le détournement de la Russie vis-à-vis de l'Europe 30:23 Discussion : doctrine militaire et politique des grandes puissances 50:57 Sanctions et l'État civilisationnel

#Alexander Mercouris

Eh bien, en effet.

#Alexander Mercouris

Merci beaucoup pour cette excellente présentation, Pascal. Je vais vous parler de notre thème : la géopolitique à l'époque des monstres. Il a été proposé que le sujet soit l'ordre mondial et la perception internationale. Je vais donc en dire quelques mots. Je vais commencer par quelques affirmations, quelques convictions. Je vais les exprimer de manière assez catégorique. J'espère que cela ne dérangera personne, mais n'hésitez surtout pas à les contester. Premièrement, je considère que la guerre est l'effondrement de l'ordre. Je considère que la guerre est une catastrophe majeure, une catastrophe humanitaire, une catastrophe à tous égards.

À mes yeux, ce sont les temps de guerre qui font surgir des monstres. Et, vous savez, de vrais monstres. Les juristes de la Cour internationale de Nuremberg, dans les années mille neuf cent quarante, l'ont, je pense, formulé au mieux : la guerre est le crime ultime, parce qu'elle permet et rend possibles tous les autres grands crimes internationaux. Et, dans le prolongement de cela, je suis aussi fermement convaincu que le devoir premier d'un homme d'État est de faire tout ce qui est possible pour instaurer et préserver la paix. Je pense qu'on y parvient le mieux par une gestion prudente et habile des relations entre les grandes puissances. Et nous en viendrons à discuter de ce que sont les grandes puissances.

Je pense que la gestion des relations entre les grandes puissances ne peut réussir que si elle repose sur le respect mutuel. Je pense que la tentative d'une grande puissance de maximiser sa puissance aux dépens des autres est, par nature, dangereuse et menace la paix. Et je pense que les petites puissances ont un rôle important, voire essentiel, à jouer dans ce système. Je crois aussi — et c'est un sujet qui, je le sais, tient particulièrement à cœur à Pascal — que les puissances neutres ont elles aussi un rôle vital à jouer pour stabiliser le système international. Je pense que, lorsqu'une puissance cherche à rallier toutes les petites puissances contre les autres grandes puissances, et lorsque les petites puissances se laissent rallier de cette manière, cela tend également à déstabiliser le système international et à menacer la paix.

Et pour revenir à ce qu'Arta disait sur le comportement dangereux de certaines petites puissances, et sur la façon dont elles peuvent elles aussi perdre de vue les limites de leur pouvoir, il est important, à mon avis, de dire que c'est vrai. Mais, d'après ce que je sais, cela tend à se produire lorsqu'une petite puissance reçoit le soutien inconditionnel d'une grande puissance. La petite puissance croit alors pouvoir poursuivre ses ambitions les plus extrêmes et ses objectifs irrédentistes en s'appuyant sur la puissance de la grande puissance qui la soutient. Nous en avons eu des exemples : la Serbie avant la Première Guerre mondiale, la Grèce — mon propre pays — dans les années mille neuf cent soixante, et Israël aujourd'hui. Dans le premier cas, la Serbie était soutenue par la Russie. Dans le second, la Grèce était soutenue par la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui, c'est Israël, soutenu par les États-Unis. C'est là que la mégalomanie prend le dessus. Et l'influence des petites puissances a d'ailleurs, invariablement, eu des conséquences catastrophiques. Je dirais que l'Ukraine en est probablement un autre exemple. Voilà donc, comme je l'ai dit, certaines affirmations que j'ai formulées, et elles l'ont été de manière assez dogmatique. Si les gens veulent les contester, très bien. Maintenant, quand on parle des grandes puissances, je pense qu'il y a autre chose de très important à dire. C'est que le système international tel qu'il existe — le système international mondial, tel qu'il existe depuis plusieurs siècles — est centré sur l'Europe.

L'Europe est devenue, de plus en plus, le lieu où se trouvaient les grandes puissances. Ainsi, à partir du dix-neuvième siècle, quand on parlait d'une grande puissance — et c'est d'ailleurs à cette époque que l'expression « grande puissance » a commencé à être employée — on désignait des grandes puissances européennes. C'était le produit de l'immense essor que l'Europe a connu à partir du

quinzième siècle environ, et qui a culminé au vingtième siècle. Et, bien sûr, les grandes puissances européennes évoluaient dans un système de concurrence intense entre elles, au sein de l'Europe. Les grandes guerres qui avaient tendance à éclater en Europe survenaient lorsque les relations entre les grandes puissances s'effondraient, en période de crise.

Pour revenir à certains commentaires qui ont été faits ici, je dirais que, personnellement, je suis d'accord sur le fait que, si l'on examine les crises — en particulier les crises en Europe, les crises entre grandes puissances, les crises qui mènent à des guerres — elles ont incontestablement des facteurs sociaux et économiques internes qui les alimentent. On le voit au dix-septième siècle, avec la guerre de Trente Ans, lorsqu'il y a des conflits entre le protestantisme et le catholicisme. On le voit aussi durant les guerres napoléoniennes, à l'époque de la Révolution française. Et peut-être plus clairement encore, on le voit dans ce que nous appelons les guerres mondiales du vingtième siècle. D'une certaine manière, elles sont liées à la crise qui commence à se développer en Europe, et dont l'essor du mouvement ouvrier et des mouvements socialistes est, sans aucun doute, un facteur.

Je ne vais pas approfondir ce point ici. Je pense que d'autres personnes sont bien mieux qualifiées que moi pour le faire. Je dirais aussi que les travaux de recherche sur ce sujet restent insuffisants. Sans doute parce qu'une grande partie de ces travaux est dominée par la recherche anglo-saxonne. Les Anglais ont tendance à séparer la politique étrangère de la politique intérieure. Les Allemands, eux, ont parfois adopté une approche différente. Cela reflète probablement le fait qu'en Angleterre, nous faisons extrêmement bien l'histoire diplomatique. Et, par conséquent, nous avons tendance à l'isoler de ces autres dynamiques. Mais je dirais toujours que, selon moi, à la racine de chaque crise qu'a connue l'Europe, il y a une crise sociale interne, qui alimente la crise entre les grandes puissances.

#Alexander Mercouris

Voilà donc le contexte, le cadre avec lequel nous travaillons depuis très longtemps dans l'histoire moderne. Et je le répète : parce que les puissances européennes sont devenues si puissantes, parce qu'elles se sont étendues à l'échelle mondiale, parce que toutes les grandes puissances européennes, à l'exception notable de la Russie, ont établi des colonies outre-mer, dans les Amériques, en Afrique, en Inde, un peu partout... lorsque les puissances européennes ont commencé à entrer en conflit les unes avec les autres, ces conflits ont eu tendance à devenir mondiaux. Les Européens ont entraîné tout le monde, à des degrés divers, dans leurs querelles. Et c'est, à mon avis, la raison pour laquelle nous appelons les guerres du début du vingtième siècle les guerres mondiales.

La Première Guerre mondiale commence incontestablement en Europe. La Seconde Guerre mondiale est un peu différente. À ce stade, on commence à voir des puissances extérieures, des puissances hors d'Europe, s'affirmer. Le Japon, le pays où nous nous trouvons, en est un exemple. Mais même la Seconde Guerre mondiale ne devient véritablement mondiale et totale qu'après avoir commencé en Europe. Voilà donc le cadre. Lorsque je suis né, en mars mille neuf cent soixante et un, la

prééminence de l'Europe et de l'Occident restait encore presque incontestée. Je dis bien : presque incontestée. Après la Seconde Guerre mondiale, des pays qui avaient été d'anciennes colonies ont commencé à accéder à l'indépendance. L'Inde est devenue indépendante.

La Chine s'est affirmée comme un État indépendant dans les années mille neuf cent cinquante. Vers la fin de cette décennie, on commençait déjà à la considérer comme une grande puissance potentielle. Mais, dans la perception européenne et occidentale, elle restait très largement marginale en tant que grande puissance. Et si l'on parle du phénomène appelé la guerre froide, cette guerre froide, pour les Européens, les Américains et les Russes, était avant tout un conflit centré sur l'Europe. Et ici, je voudrais dire quelque chose sur la Russie. Car la Russie s'était affirmée, au dix-huitième siècle, comme une grande puissance européenne. Elle faisait partie de l'ensemble des grandes puissances en Europe.

Et sans le moindre doute, elle se concevait elle-même, aux dix-neuvième et vingtième siècles, comme un État-nation européen, une grande puissance européenne participant au jeu des grandes puissances, aux côtés de toutes les autres. Et, bien sûr, elle s'est retrouvée prise dans les événements révolutionnaires du début du vingtième siècle et, dans une large mesure, elle les a catalysés. J'ai parlé de la montée des mouvements socialistes et ouvriers. C'est à cette époque qu'a eu lieu la Révolution russe. Or, je pense qu'il existe une idée fausse majeure sur la Russie après mille neuf cent dix-sept. Je crois que beaucoup de gens ont imaginé qu'il s'agissait d'un tournant radical, d'un éloignement de l'Europe. Mais, dans la manière dont la Russie se percevait elle-même, ce n'était absolument pas le cas. Le socialisme, la montée des idées socialistes, faisaient pleinement partie du courant dominant européen à cette époque.

C'est parce que la Russie était un État-nation européen, et qu'elle se concevait comme tel, que ce genre d'idées s'y est imposé avec autant de force. Et dans la manière dont les Russes se perçoivent, la Seconde Guerre mondiale a été, absolument, avant tout, une guerre menée non seulement pour défendre la Russie contre l'attaque allemande, mais aussi une guerre en Europe dans laquelle les Russes se voyaient jouer un rôle de libérateurs. Cela peut nous sembler très étrange, parce que nous ne considérons pas l'Union soviétique comme une force de libération en Europe. Mais, bien sûr, les Russes pensaient autrement, et, dans une certaine mesure, ils le pensent encore. C'était très largement la rhétorique qui existait en Russie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, le sept novembre mille neuf cent quarante et un, alors que les Allemands sont aux portes de Moscou, Staline s'adresse à l'Armée rouge sur la place Rouge. Il leur dit : « Vous avez un devoir immense. Votre devoir n'est pas seulement de défendre la patrie. Il est de libérer l'Europe. » Et ce thème perdure. Et, comme je l'ai dit, il continue de façonner la perception que les Russes ont d'eux-mêmes après la Seconde Guerre mondiale. Je vais vous donner un exemple tiré de la culture populaire russe. Dans les années mille neuf cent soixante-dix, il y avait une énorme série dramatique russe à la télévision, située pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle racontait l'histoire d'un espion soviétique opérant en Allemagne pendant la guerre, et son principal allié était un prêtre catholique.

Ils combattent donc tous les deux le fascisme, dans le cadre de la lutte européenne générale. Et cette vision perdure : les Russes se perçoivent avant tout comme un pays européen, durant toute la période de l'Union soviétique, jusque dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, et même jusqu'à très récemment. En Russie, il y a toujours eu un courant contraire. Au dix-neuvième siècle, son porte-parole le plus éloquent est Dostoïevski. Selon lui, la Russie n'est pas vraiment, pas complètement européenne. Elle doit se voir comme autre chose. Elle s'est trop impliquée dans les affaires européennes. Mais ce courant a toujours existé, sans jamais être dominant.

Voilà donc le système avec lequel nous avons travaillé, comme je l'ai dit : un système dans lequel les Russes se concevaient comme un État-nation européen, une grande puissance prise dans les conflits idéologiques, sociopolitiques et économiques de l'Europe, et évoluant au sein du vaste système de conflits interétatiques que nous connaissons en Europe. Or, tout ce système, qui, dans les années mille neuf cent soixante, lorsque j'étais enfant, paraissait encore très stable, a commencé à se désagréger. Et je pense qu'un certain nombre de facteurs ont commencé à jouer un rôle croissant. L'un d'eux, c'est que l'Europe et l'Occident — et cela inclut évidemment les États-Unis — perdent leur primauté économique et technologique.

En fait, cela est en train de disparaître. Et une nouvelle grande puissance a fait irruption — a émergé —, une puissance qui s'inscrit dans le système mondial, mais qui non seulement ne fait pas partie de l'Europe, n'a pas non plus d'héritage européen. Et cette puissance, bien sûr, c'est la Chine. Je pense que c'est un moment révolutionnaire dans les affaires du monde. Cela signifie que, soudainement, le jeu international ne se joue plus en Europe, entre les puissances européennes et les Américains, qui, dans une certaine mesure — enfin, dans une très large mesure — se sont impliqués et sont très proches de l'Europe. Nous avons un système mondial dans lequel, comme je l'ai dit, une nouvelle puissance, la Chine, commence à émerger. On revient alors aux questions économiques et technologiques, parce qu'il y a soudain, en Occident, une perception très, très forte et, pour nous Occidentaux, démoralisante : loin d'être les leaders, nous commençons à prendre du retard.

La Chine a désormais une capacité industrielle trois fois supérieure à celle des États-Unis. Elle est en tête dans toutes sortes de technologies. Mais il n'y a pas que la Chine. La Chine est simplement à l'avant-garde. D'autres puissances, d'autres pays d'Asie, se développent aussi rapidement. L'Inde est aujourd'hui en pleine émergence. C'était autrefois une colonie britannique. On la considérait auparavant comme un pays très pauvre, susceptible de recevoir une aide occidentale et ce genre de choses. Mais maintenant, elle commence à adopter une position indépendante et à nourrir l'ambition de devenir, un jour, elle aussi une grande puissance. Nous avons beaucoup parlé de l'Iran et du rôle que joue l'Iran.

Tout cela est donc très déstabilisant pour les Européens. Pour comprendre à quel point ça l'est, en mille neuf cent soixante-neuf, la BBC a produit une immense série télévisée sur l'histoire de l'art, intitulée « Civilisation ». Or, la civilisation dont il est question, c'est exclusivement celle de l'Europe. Les Américains sont mentionnés en partie, mais le monde islamique, la Chine, l'Inde... ils ne sont pas mentionnés du tout. La civilisation, c'est quelque chose d'exclusivement européen. Et comme je l'ai

dit, c'était le monde dont je me souviens. J'étais là quand cette série est sortie, et ce qui est extraordinaire, c'est que cette conception n'était contestée par personne à l'époque. Je veux dire, personne ne s'y opposait.

Au contraire, si vous remontez le temps et que vous lisez les critiques de cette série, elles sont exclusivement élogieuses. Personne ne remet en cause cet usage très étrange du terme « civilisation » pour parler de la culture de l'Occident, et plus précisément de l'Europe. Donc tout cela est très troublant. Nous avons cette crise liée à l'émergence de ces puissances, la Chine au premier chef. Et puis, au-delà de cela, nous avons aussi une crise économique majeure qui frappe l'Occident en deux mille huit. Et je pense qu'on ne saurait trop souligner l'importance de cet événement pour comprendre ce qui s'est passé dans le système international. À l'époque où cela s'est produit, je travaillais assez... Je n'étais pas dans la City de Londres, mais j'en étais relativement proche.

Et d'abord, il y a eu le choc et la consternation absolus face à ce qui semblait être un système financier occidental au bord de l'effondrement total. Ensuite, un pays, une grande économie, vient à la rescousse en lançant une relance économique massive. Et cela contribue, bien sûr, à stabiliser la situation. Mais ce pays, c'est la Chine. Soudain, cela montre et confirme à l'Occident que la Chine n'est pas seulement une puissance montante. Elle devient une puissance d'une importance cruciale dans l'architecture de l'économie mondiale. Et pour les gouvernements occidentaux, et dans une large mesure aussi pour les opinions publiques occidentales, c'est un moment de choc.

C'est un moment où il devient clair que nous faisons face à de graves problèmes économiques, et que l'initiative passe à quelqu'un d'autre. Et je pense que, par la suite, ce qui commence à se produire, c'est une immense réaction de rassemblement, à la fois en Europe et aux États-Unis. J'ai parlé de l'instabilité, dans un système de grandes puissances, qui survient lorsqu'une grande puissance cherche à maximiser sa puissance aux dépens des autres. J'ai le sentiment que c'est très largement ce que nous avons commencé à voir dans les années deux mille, mais surtout après la crise de deux mille huit. Et l'un des facteurs majeurs qui, selon moi, joue un rôle important, c'est le désir des États-Unis de consolider leur propre système d'alliances, et aussi d'attirer dans leur camp l'autre grande puissance potentielle, la Russie.

Et après la crise de deux mille huit, la pression sur les Russes s'intensifie. Et bien sûr, cette pression s'exerce de plus en plus à travers l'Ukraine. Et finalement — je ne vais pas entrer dans tous les détails de la crise ukrainienne, qui sont très compliqués ; vous pouvez regarder mes émissions, vous en entendrez parler —, finalement, il y a l'explosion qui se produit en Ukraine. Et c'est essentiel à comprendre : pour les Russes, cela n'apparaît pas comme une guerre par procuration entre eux et les États-Unis, ni comme un conflit entre la Russie et l'Ukraine, ni comme une sorte d'accaparement de territoires ukrainiens par la Russie. Ils y voient plutôt une coalition occidentale qui, une fois encore, se rassemble contre eux et leur fait, de fait, la guerre.

Et la manière dont cette guerre a été menée, d'ailleurs, avec des frappes de drones et de missiles à l'intérieur même de la Russie, a sans aucun doute renforcé cette perception. Les Russes ont donc

riposté. Et ils n'ont pas seulement riposté : ils ont le sentiment que l'Europe — une Europe qu'ils estiment avoir contribué à libérer dans les années mille neuf cent quarante, et vers laquelle ils se sont massivement tournés dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix — les a rejetés. En Russie, à l'heure actuelle, le sentiment de trahison et de colère est très intense. Pascal et moi étions en Russie.

Nous avons assisté ensemble à une conférence à Pskov. Et j'avais déjà ressenti une certaine colère en assistant, l'année précédente, à une conférence de juristes à Saint-Pétersbourg. Mais, lors de cette conférence à Pskov, c'était absolument manifeste. Certains propos tenus par des participants à cette conférence m'ont, je dois dire, personnellement choqué et, franchement, énormément inquiété. Et l'hostilité envers l'Occident était, en elle-même, vraiment troublante. Cela a donc entraîné un changement majeur dans la manière dont les Russes se perçoivent. Car, comme je l'ai dit précédemment, ils se considéraient autrefois comme un État-nation européen et comme une grande puissance. Aujourd'hui, l'Europe à laquelle ils pensaient appartenir les rejette, selon eux, et leur est entièrement hostile.

Les Russes ont été choqués par l'hostilité extrême qu'ils ont constatée à leur égard en Europe. Et cela change l'idée qu'ils ont d'eux-mêmes. Chris, vous parliez de la question de savoir si la Russie se conçoit comme un État civilisationnel. C'est la position du Kremlin. Autrement dit, la Russie n'est plus un État-nation européen. Elle est devenue un État civilisationnel. Ils ont fait des déclarations en ce sens. Ils le disent lorsqu'ils traitent avec l'Inde ou la Chine : « Vous êtes un État civilisationnel. Nous sommes un État civilisationnel. » Ce que cela signifie, c'est que nous avons désormais un État-nation européen, une ancienne grande puissance européenne, qui choisit de sortir du système européen. En réalité, elle fait sécession de l'Europe. Elle dit : « Nous ne voulons plus être cela. »

Nous pouvons constater que l'Europe nous est fortement hostile. Nous allons donc regarder vers l'extérieur, au-delà de l'Europe, vers d'autres pays. Vers la Chine, avec laquelle nous avons un partenariat stratégique. Vers l'Inde, avec laquelle nous avons également un partenariat stratégique. Nous allons étendre notre regard vers la Corée du Sud, l'Asie de l'Est, les autres États asiatiques, et même, dans une certaine mesure d'ailleurs, vers le Japon. Il y a certaines incohérences, mais enfin, c'est la perspective russe. Et je pense que cela intensifie la crise. Car nous nous retrouvons désormais dans une situation qui s'est développée à la suite de tout cela : le pays dont certaines personnes, aux États-Unis, pensaient peut-être pouvoir faire un allié pour renforcer le système occidental, s'en détache désormais. Et je pense que cela a renforcé l'inquiétude et la peur chez certaines personnes aux États-Unis.

Et je pense que c'est peut-être en partie la raison de ce recours extraordinaire à une rhétorique incroyablement belliqueuse, que nous voyons maintenant venir des États-Unis. Des discours comme celui de Rubio, et d'autres, qui disent en substance que ce n'est plus un conflit entre grandes puissances, ni entre idéologies. C'est l'Occident, mené par les États-Unis, contre le reste du monde, contre tout le monde. Et, pour le dire brièvement, c'est une catastrophe, et potentiellement une catastrophe d'une ampleur immense. Cela dit, je voudrais en dire un peu plus sur les États-Unis,

parce qu'il existe une opinion contraire aux États-Unis. Je m'y suis rendu deux fois cette année, et j'ai rencontré un nombre considérable de personnes, y compris dans l'armée, y compris des gens que je situerais sans hésiter dans la droite chrétienne. Mais ils rejettent toute cette façon de penser.

Ils se réfèrent à leur propre conception des États-Unis, tels qu'ils ont été fondés. Ils regardent la Constitution, la Déclaration d'indépendance, toutes ces choses-là. Et peut-être imaginent-ils une Amérique qui, en réalité, n'a peut-être jamais existé. Mais ils sont très préoccupés par le fait que les États-Unis, comme la Russie, aient été entraînés dans cette lutte européenne. Un ancien officier américain me l'a formulé de manière très frappante. Il m'a dit : « Notre désastre, c'est que nous sommes devenus une grande puissance européenne. Nous sommes entrés dans le système européen. Nous avons joué le jeu européen. Alors qu'en réalité, les États-Unis, tels qu'ils ont été établis — ou peut-être tels qu'il croit qu'ils l'ont été — représentaient un rejet de toutes ces choses-là. »

Il existe donc, au sein même de ce système, une opposition potentielle à une orientation plus agressive des États-Unis. Et bien sûr, cela reflète aussi la crise plus profonde qui touche le pays : le fait que le niveau de vie y subit lui aussi de fortes pressions, ainsi que le sentiment que l'Amérique prend du retard sur le plan technologique. Et puis, surtout dans certains secteurs de l'armée, il y a un sentiment général d'épuisement. L'impression que les dirigeants politiques utilisent sans cesse l'armée, tout en comprenant mal les limites de la puissance, et qu'ils lui demandent d'en faire plus qu'elle n'en est capable. Il y a donc, potentiellement, une voie de sortie.

Maintenant, il y a autre chose qui s'est produite. J'ai dit que, lors des précédents conflits mondiaux, les Européens, en raison de leur puissance, ont pu entraîner tout le monde dans des conflits qui se déroulaient et étaient centrés en Europe. L'un des aspects les plus intéressants de la crise ukrainienne, précisément, c'est de voir comment toutes les puissances non européennes refusent de laisser cela se reproduire. Elles disent : « Écoutez, quand quelqu'un comme Annalena Baerbock, ou qui que ce soit d'autre, arrive et dit : "Vous devez imposer des sanctions aux Russes. Ce que les Russes font en Ukraine est terrible", elles répondent : "Cela ne nous concerne pas. Restez à l'écart. Nous sommes prêts à traiter avec vous. Nous sommes prêts à entretenir de bonnes relations avec vous." »

Nous n'allons pas sacrifier nos relations avec les Russes. Nous n'allons pas prendre parti. Nous n'allons pas nous laisser entraîner dans cette lutte. C'est un conflit en Europe. C'est un conflit entre l'Occident et la Russie. Cela ne nous concerne pas. Et j'ai parlé du sentiment de crise en Europe. Il me semble que l'une des choses qui se joue, c'est que l'Europe, pour la première fois de son histoire moderne, devient marginale. Elle n'est plus le centre des conflits mondiaux, comme elle l'était quand je suis né, en mars mille neuf cent soixante et un, un mois avant la crise de Berlin. Elle devient plutôt une région importante et riche, peut-être sous pression économique, mais périphérique à l'échelle mondiale, où les décisions essentielles ne se prennent plus. Voilà ce que je voulais dire.

#Alexander Mercouris

Merci beaucoup, Alexander.

#Pascal

Et je sais qu'il y aura beaucoup de questions, alors nous ouvrons tout de suite la parole. Nous commençons avec Nell, puis au fond de la salle.

#Speaker 1

Eh bien, merci beaucoup pour votre présentation. Je voulais faire deux commentaires, ou plutôt deux observations, issues de mes recherches, qui pourraient être intéressantes à ce sujet. D'une part, j'ai moi aussi étudié l'évolution de la doctrine militaire, notamment au sein de l'armée américaine, de la marine américaine, et ainsi de suite, au cours des dix à quinze dernières années. Et ce que j'ai constaté avec cette évolution vers une doctrine de guerre hybride, de guerre multidomaine, et ainsi de suite, c'est qu'en fait, durant les années deux mille dix-sept, deux mille dix-huit, deux mille vingt, et cetera, l'argument avancé, ou la justification de cette nouvelle doctrine militaire de guerre hybride, consistait à dire que la Chine et la Russie... Ou plutôt, commençons ainsi : que la Russie, en réalité... Les États-Unis, ou l'appareil sécuritaire américain, considéraient que la Russie était une nation européenne, alors qu'en fait, elle ne l'est pas. Elle est eurasiatique.

Et puis ils disent aussi, par exemple : bon, il y a la Chine. Et, au fond, ce qu'ils disent, c'est qu'aucun de ces pays ne fonctionne vraiment selon des cadres de rationalité, de discernement. Dans les articles et les rapports de l'armée américaine, on affirme qu'ils n'ont pas ces concepts-là, pas même leur conception de la guerre et de la paix. Ce type de rhétorique, comme celle qu'on voit aujourd'hui chez Marco Rubio, en deux mille vingt-six, était déjà élaboré et ouvertement formulé, il y a dix ans, dans des articles et des rapports de l'armée américaine, et ainsi de suite. Tout cela, précisément, pour justifier la guerre hybride.

Et l'autre chose que je veux ajouter, c'est que, par exemple, très récemment, dans un document de recherche de l'armée américaine, d'une centaine de pages, qui vise, je dirais, à permettre aux différentes branches de l'armée d'examiner ce qu'elles vont étudier ensuite afin d'élaborer leurs stratégies à venir, ils ont divisé ce rapport en ce qu'ils appellent différents théâtres mondiaux. Bien sûr, l'un d'eux est l'Europe. Et ce qu'ils y déclarent, c'est que l'Europe n'a pas réussi à utiliser efficacement l'Ukraine comme force par procuration. Elle ne l'a pas suffisamment armée, ni assez vite. C'est pourquoi l'Europe doit maintenant assumer le rôle de ce qu'ils appellent une zone tampon d'attrition. Cela signifie qu'elle doit désormais fournir les ressources humaines, l'armement, le produire, et ainsi de suite, et donc agir comme cette force par procuration contre la Russie. Voilà donc mes observations.

#Alexander Mercouris

Absolument. Et je pense que vous mettez le doigt sur une source de la crise. Parce que je l'ai dit dès le départ : selon moi, le devoir d'un homme d'État est d'œuvrer pour la paix. Or, là, ce n'est pas œuvrer pour la paix. C'est œuvrer pour le conflit. On parle de guerre hybride contre la Chine, contre la Russie, d'armer l'Ukraine contre la Russie. À cette époque, précisément celle dont vous parlez, il existait un accord-cadre : les accords de Minsk. Ils existaient, et, en théorie, tout le monde y avait souscrit. Les États-Unis avaient voté en leur faveur lorsqu'ils avaient été présentés au Conseil de sécurité des Nations unies. Ils auraient pu servir de feuille de route pour parvenir à la paix en Ukraine. Mais au lieu de faire cela, au lieu d'adopter cette approche, nous avons choisi cette autre approche : une approche militariste, fondée sur la compétition entre grandes puissances pour maximiser leur puissance. Et bien sûr, quand on adopte cette approche, on finit inévitablement, à mon avis, par provoquer une crise. Et c'est exactement, exactement là où nous en sommes.

#Speaker 2

Merci, Alexander. C'était très clair, comme on pouvait s'y attendre. J'ai deux ou trois remarques, et une question. Alors, je vais commencer par la question. Je pense qu'elle est assez simple. Vous évoquez une visite que vous avez faite en Russie il y a environ deux ans. Et vous avez constaté ce qui, selon vous, était une expression préoccupante d'antagonisme envers l'Occident. Mais je trouve cela un peu... N'est-ce pas plutôt l'inverse ? Et vous dites aussi, à deux reprises, que la Russie se retire, en quelque sorte, qu'elle fait sécession par rapport à l'Europe. Mais n'est-ce pas plutôt l'Europe qui a exclu la Russie ? Parce que vous avez commencé en disant que la Russie se concevait, à l'origine, comme faisant partie de l'Europe. Et vous avez aussi dit, à propos de son histoire, de l'évolution de la Russie comme puissance mondiale, qu'elle était une puissance mondiale européenne. Alors, laquelle de ces deux versions est la bonne ? Est-ce la Russie qui quitte l'Europe, ou est-ce l'Europe qui exclut la Russie ?

#Alexander Mercouris

Ce sont d'excellents arguments. Laissez-moi d'abord vous expliquer. Je me suis rendu deux fois en Russie. La première fois, c'était en deux mille vingt-cinq, pour participer à une conférence d'avocats. La seconde, c'était cette année, en juin, à Pskov, lors d'une conférence à laquelle j'ai assisté avec Pascal Lottaz. Les avocats que j'ai rencontrés étaient surtout des avocats d'affaires, des personnes qui avaient eu de nombreux contacts avec l'Occident. Ils parlaient tous anglais. C'étaient tous des gens que l'on pourrait situer très clairement à l'extrémité libérale de la politique et des idées russes. J'ai été très, très intéressé, et un peu surpris, de voir à quel point ils avaient rejeté leurs propres anciennes attitudes envers l'Occident.

Ils en sont venus à penser que l'Occident, et l'Europe en particulier, sont implacablement hostiles à la Russie et totalement injustes envers elle. Donc, je pense que c'était ce premier groupe. Puis il y avait un deuxième groupe, que Pascal et moi avons entendu à Pskov. Je ne veux pas dire que tout le monde était comme ça, mais on entendait certaines déclarations sur l'Occident qui étaient

préoccupantes. Et aussi certaines déclarations sur la manière dont la Russie devrait évoluer sur le plan intérieur, qui étaient elles aussi préoccupantes. Certaines personnes estimaient qu'il faudrait un tournant beaucoup plus autoritaire en Russie. Je ne pense pas que ce soit l'opinion majoritaire. Mais ce sont des idées qui ont certainement été, dans une certaine mesure, provoquées et renforcées par le sentiment de crise dans lequel se trouve la Russie.

#Speaker 2

Alors, votre deuxième point, en fait... ce n'est encore qu'un seul point. Je n'ai pas encore abordé le deuxième.

#Alexander Mercouris

Pardon ? Je suis toujours sur le premier point. Vous êtes toujours sur votre premier point. D'accord. Votre point sur la Russie : a-t-elle fait sécession, ou a-t-elle été poussée dehors ? C'est en fait une très bonne question. Parce que, bien sûr, en Europe, il y a toujours eu une certaine attitude vis-à-vis de la Russie. L'idée, c'est qu'elle ne devrait pas vraiment faire partie de l'Europe. Elle est trop grande. Trop différente. Elle pratique le christianisme différemment des autres parties du monde chrétien. Sa langue n'est pas, vous savez, facile à comprendre. Et elle ne se rattache pas vraiment au français, à l'allemand, à l'italien, enfin, ce genre de choses. Cette attitude envers la Russie a toujours existé. Et récemment, elle s'est beaucoup renforcée. Mais jusqu'à présent, les Russes ont plutôt eu tendance à passer outre.

Je veux dire, ils l'ont fait pendant la Seconde Guerre mondiale. On pouvait alors soutenir que les Allemands les attaquaient et qu'ils disaient aussi : « Les Russes ne font pas vraiment partie de l'Europe. Nous protégeons l'Europe contre les Russes. » Mais la réponse russe, à l'époque, c'était : « Nous sommes européens. Nous faisons partie de cet espace culturel européen. Et nous faisons partie du conflit entre le capital et le travail, entre la gauche et la droite, qui se joue au sein même de l'Europe. » C'était donc la mission libératrice de la Russie : nous étions du côté de l'Europe progressiste, contre l'Europe réactionnaire. Eh bien, ces sentiments n'existent tout simplement plus. Ils ont désormais constaté que l'Europe ne les aime pas, et ils ont décidé qu'ils ne voulaient plus en faire partie. Ils font leurs valises et ils s'en vont. Et je pense que c'est aussi, soit dit en passant, un moment révolutionnaire dans les affaires mondiales.

#Speaker 2

D'accord, merci. Ces deux points sont donc plus généraux et ne nécessitent pas de références précises. Dans votre manière de parler de la Chine, vous avez dit qu'elle commençait à émerger. Je trouve ce mot intéressant. Vous avez aussi dit : « soudainement ». Ce qui me préoccupe, c'est la temporalité que ces mots impliquent. Vous êtes juriste, vous travaillez dans les médias, vous choisissez vos mots avec soin. Mais, pour moi, cela reflète une approche occidentale très fondamentale de la vie en général. L'idée que les réussites de la Chine, ses réussites récentes,

seraient une émergence, et qu'elles seraient soudaines, me dérange un peu. Ensuite, j'aime beaucoup la façon dont vous commencez en parlant des grandes puissances. Puis vous dites quelque chose sur cette crise — c'est ainsi que je l'ai compris — qui survient lorsqu'une grande puissance cherche à maximiser sa puissance aux dépens d'une autre grande puissance. N'est-ce pas là un problème fondamental ? — Oh, absolument. Le fétichisme de la puissance et de sa grandeur, et le fait d'ignorer presque totalement toute autre personne qui existe. C'est comme si le monde entier était le terrain de jeu des grandes puissances.

#Alexander Mercouris

Vous ne le voyez pas ? Je décris, dans les deux sens, un système européen et une réaction européenne. Pour les Européens, l'émergence de la Chine comme grande puissance est à la fois soudaine et déstabilisante. Ils sont habitués à un monde dans lequel eux, et des pays comme eux — les Américains et, en fait, les Russes — sont les grandes puissances. Qu'un pays totalement extérieur au système devienne soudain une grande puissance, cela les choque. Je vais vous donner un exemple. Là encore, à propos de la crise ukrainienne, Xi Jinping a proposé un plan de paix pour l'Ukraine, nommé un envoyé spécial pour la paix et l'a envoyé parler aux Russes, puis aux Ukrainiens, pour voir s'il était possible d'obtenir la paix. Et les Européens n'en revenaient pas.

Ils ont dit : « Peter, qu'est-ce que font les Chinois ? Ils arrivent et essaient de régler nos problèmes ? Enfin, ce n'est pas du tout leur rôle. » Et je me souviens de la réaction, à l'époque. Voilà donc le choc soudain. Et si vous parlez des grandes puissances qui traitent cela comme un jeu, là encore, je décris le système européen, précisément le système européen. Parce que, je le répète, les grandes guerres que nous avons connues dans le monde au cours des deux ou trois derniers siècles ont eu soit une origine européenne, soit un lien avec l'Europe. Même la guerre entre le Japon et la Chine, qui s'est déroulée dans les années mille neuf cent trente, par exemple, a été fortement influencée par ce qui se passait en Europe à cette époque, et en faisait partie.

#Speaker 3

D'accord. Merci, Alexander. Je voulais revenir sur l'hostilité que vous avez dit avoir observée en Russie, et sur la manière dont, en Occident, Poutine est présenté non pas simplement comme le visage de la Russie, mais comme la Russie elle-même. Il est le méchant, la Russie est coupable de ses crimes. Et je voulais évoquer le danger qu'il pourrait y avoir à ne pas reconnaître, en Occident, qu'il est en réalité une force modératrice dans la politique russe.

#Alexander Mercouris

Eh bien, vous avez tout à fait... C'est tout à fait exact. Je veux dire, Poutine avait vraiment le profil d'un Russe qui considérait la Russie comme faisant partie de l'Europe. Et si vous vous en souvenez, Ioulia a évoqué sa venue au Bundestag. Il y a prononcé un discours en allemand. Il a séjourné en Allemagne. Ce qu'il y faisait à l'époque soviétique n'a jamais été vraiment éclairci. Mais enfin, il y

était. Et ses amis, ses principaux amis, il y a quinze ans, ce n'étaient ni Xi Jinping ni Narendra Modi. C'étaient Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Silvio Berlusconi. C'étaient les gens avec qui il se sentait à l'aise.

Il a changé, mais bien sûr, il reste l'homme qu'il était auparavant. Donc, quand il s'agit des relations avec l'Europe, et avec les États-Unis en particulier, il a manifestement joué un rôle de frein et de modération. Mais même Poutine est en train de changer. Au cours des six derniers mois, son discours à l'égard de l'Europe est devenu beaucoup plus dur. Il parle toujours des Américains de façon plus conciliante. Pour ma part, je suis presque certain qu'il s'agit davantage, vous savez, d'opportunisme et de diplomatie que d'un véritable sentiment profond. Même Poutine commence désormais à paraître de plus en plus en colère et trahi.

#Speaker 4

Je n'ai qu'une phrase à dire, la voici : si la Russie ne se considère plus comme un pays européen, l'Europe est morte. C'est, en gros... Et j'ai fait des recherches pour mon nouveau livre, parce que vous dites que la Russie fait partie, en quelque sorte, de l'hémisphère culturel. Mais elle fait aussi partie de l'hémisphère politique. Si vous regardez Rousseau, si vous regardez Kant, si vous regardez tous ces écrivains des années mille sept cent quatre-vingt, ils disaient tous que, dans le système des puissances de l'époque, qu'ils appelaient la République européenne, le tsar venait en premier. Dans les écrits de Rousseau, le tsar vient en premier. Donc, si nous écartons la Russie, l'Europe est morte.

#Alexander Mercouris

Eh bien, puis-je juste dire ceci ? Nous parlons de l'AfD. Je pense que l'une des erreurs qu'ils commettent, l'une des illusions qu'ils entretiennent, c'est de croire que, s'ils arrivent au pouvoir, ils pourront venir à Moscou et que tout redeviendra comme avant. Ce ne sera pas le cas. L'attitude, le changement qui est en train de s'opérer en Russie — et je pense qu'il est irréversible —, ce n'est pas de renouer avec l'Allemagne et le reste de l'Europe de la même manière. Je pense qu'ils veulent la paix à leurs frontières occidentales. Mais l'idée de faire partie de ce système, l'Europe de l'Atlantique — pas jusqu'à l'Oural, car les Russes n'ont jamais été satisfaits de cette formule —, mais l'Europe jusqu'à Vladivostok, notre maison européenne commune, toute cette rhétorique, je pense qu'elle n'est plus crédible en Russie.

#Speaker 5

Je vais poser une question très simple. Quand on parle de la politique étrangère des États-Unis, on dit toujours qu'il existe un puissant lobby chinois, des gens qui donnent la priorité au conflit avec la Chine et que, vous savez, des plans de guerre ont été élaborés, et cetera. À votre avis, dans quelle mesure est-ce crédible ? Et pardon, une question connexe : vous savez, enfin... En même temps, la

guerre avec la Chine reste une possibilité, tandis que la guerre avec la Russie est bien réelle. Que pensez-vous du Russiagate ? Et, pour résumer brièvement, qu'est-ce qui a poussé les États-Unis à lancer la guerre contre la Russie ?

#Alexander Mercouris

Il est parfois très difficile d'expliquer votre politique américaine. J'ai l'impression qu'au sein du gouvernement des États-Unis, beaucoup de personnes ont des idées différentes, et que certaines changent d'avis en permanence. Je pense que, si l'on parle peut-être du consensus plus profond, plus large, aux États-Unis, il y a l'idée que la Chine est le grand adversaire. C'est évidemment un pays bien plus puissant que la Russie. C'est le pays qui possède la grande flotte, une capacité de production industrielle énorme, et qui est le concurrent dans les technologies modernes. Mais, bien sûr, si vous voyez aussi la Russie comme un pays qui se rapproche trop de la Chine...

Et si, comme je le soupçonne chez certaines personnes dans l'univers MAGA, et peut-être aussi dans d'autres milieux intellectuels américains, ils pensent que la Russie ne devrait pas du tout être alignée sur la Chine, que cette alliance est, d'une certaine manière, contre nature, que la Russie devrait en réalité être plus proche de nous que de la Chine. Et si, en même temps, vous considérez la Russie comme relativement faible — certainement faible par rapport à la Chine — alors on commence à comprendre pourquoi on pourrait se dire que c'est là qu'il faut vraiment frapper et faire pression. Et provoquer des crises politiques en Ukraine, qui pourraient pousser les Russes à agir. Cela dit, je pense qu'il y a aussi d'autres facteurs en jeu. Et je pense que certains sont d'ordre bureaucratique.

Je veux dire, il y a un lourd héritage de la guerre froide. Beaucoup de structures ont été conçues pendant la guerre froide pour être hostiles, évidemment, à l'Union soviétique. Et cela s'est prolongé après la fin de la guerre froide : elles se sont opposées à la Russie, simplement parce que la Russie a pris la place de l'Union soviétique. Et je pense que cela explique en partie, par exemple, le fort soutien aux États baltes, le fort soutien à l'Ukraine. Parce que, soyons francs, les Russes sont l'ennemi, ils l'étaient, et ils doivent toujours l'être. Et je pense que certaines personnes, au Congrès notamment, les plus âgées, raisonnent de cette manière. Mais quand il s'agit d'essayer de comprendre la politique américaine, je trouve cela très difficile. Parce que l'Amérique en fait trop, dans trop d'endroits à la fois.

#Speaker 6

Oui, merci beaucoup pour vos analyses très éclairantes. Vous avez évoqué les sanctions occidentales contre la Russie. J'ai deux questions. Premièrement, pourquoi la bombe nucléaire du système Swift n'a-t-elle pas explosé ? Deuxièmement, ces sanctions ont-elles peut-être, d'une certaine manière, contribué à soutenir Poutine et son système ?

#Alexander Mercouris

Eh bien, je pense que vous avez posé une excellente question, une question très importante. Parce que l'une des particularités de la Russie, c'est qu'elle redoutait énormément les sanctions. Je veux dire, l'une des grandes raisons pour lesquelles les Russes eux-mêmes ont mis si longtemps, comme ils le diraient, à réagir à ce qui se passait en Ukraine, c'est qu'ils se sont dit : « Notre produit intérieur brut est relativement faible. Celui de l'Occident collectif est énorme. S'ils nous imposent des sanctions, ils vont nous écraser. » Puis les sanctions ont été imposées après deux mille vingt-deux. Et, à leur propre étonnement, les Russes ont découvert qu'ils pouvaient vivre avec ces sanctions. Et concernant Swift, les Russes — et ils ne sont pas les seuls dans ce cas, d'ailleurs — avaient déjà créé leur propre système de paiements interbancaires. Car ils voyaient venir cette déconnexion de Swift.

Les Russes, quand ils doivent faire quelque chose comme ça, ils le font très bien. Je veux dire, ils savent se mobiliser et travailler très vite. Ils avaient donc leur propre système de paiement interbancaire, opérationnel et prêt, bien avant l'annonce de l'exclusion de SWIFT. Et puis, bien sûr, à ce moment-là, tout a continué comme d'habitude. L'économie russe ne s'est pas effondrée. Enfin, c'est aussi ce qui s'est passé. Je veux dire, avant deux mille vingt-deux, les Russes avaient peur de nous. Maintenant, ils ont beaucoup moins peur de nous. Et, dans une certaine mesure, la guerre s'est aussi déroulée de cette façon. Ils ont vu que nous armions l'Ukraine et que, maintenant, nous n'avons plus de missiles de défense aérienne, ni ce genre de choses. Du coup, nous paraissions militairement moins puissants qu'on ne le supposait auparavant. Et maintenant, ils voient aussi que l'Iran peut tenir tête à ce qu'ils appellent l'Occident collectif. Cela aussi est en train de changer les perceptions.

#Speaker 7

Alexander, merci pour cette excellente présentation, comme toujours. J'ai deux ou trois remarques. D'abord, vous savez, quand on pense à la Russie, c'est vrai que, tout au long des dix-neuvième et vingtième siècles, elle a fini par adopter une vision très eurocentrée. Mais moi, d'une certaine manière, je l'interprète un peu différemment. Parce que la Russie a peut-être été le premier État non européen à être séduit, ou pris au piège, par le faste et le glamour de la modernité qui arrivait. Il y avait ce regard tourné vers la France et Paris, n'est-ce pas ? Ce n'est donc pas très différent de ce qu'on a pu voir ensuite dans l'Empire ottoman ou dans l'Empire perse. Cela s'est progressivement diffusé, toujours plus à l'est, à mesure que la modernité s'étendait.

Je pense donc que, d'une certaine manière, je ne considère pas la Russie comme une puissance européenne, ni comme un État européen. Mais c'était un État qui cherchait à se définir lui-même, comme beaucoup d'autres pays non occidentaux ou non européens ont essayé de le faire. Il s'agissait, en quelque sorte, de prendre part au grand gâteau de la modernité, du développement, de la civilisation, du progrès, et de toutes ces choses-là. Et je pense qu'aujourd'hui, nous assistons à une sorte de correction en ce sens. Une correction qui est aussi favorisée par l'Europe et par l'Amérique. Mais, de ce point de vue, ce que vous avez dit sur une Europe marginale et marginalisée

est tout à fait juste. Dans l'ordre qui suit l'ère unipolaire, l'Europe ne peut en aucun cas jouer le rôle, le rôle impérial, qu'elle jouait auparavant. Et la Russie ne reviendra jamais vers l'Europe. Je pense que cette idée relève d'un idéalisme issu d'une époque déjà oubliée. Voilà donc un premier point.

Et l'autre chose, c'est que, quand on réfléchit à cette idée de... Vous avez dit que la Russie se définit elle-même comme un État-civilisation. Je suis tout à fait d'accord. Je pense que la Russie est un État-civilisation. Je pense que le problème, ici — et je crois que Chris l'a aussi souligné lorsqu'il intervenait —, c'est qu'il y a une confusion. Parce que Poutine lui-même, comme vous l'avez dit, est un personnage bureaucratique, légaliste, européenisé, utilitariste. Là encore, il est séduit par cet ordre occidental. Et qu'est-ce que cet ordre occidental ? C'est un système européen westphalien. La Charte des Nations unies, tout cela, repose sur la souveraineté nationale. Sur la souveraineté nationale et internationale. Il est donc très difficile pour la Russie de se recalibrer. Au-delà de se qualifier, sur le plan rhétorique et symbolique, de civilisation, il lui est difficile d'agir réellement comme une civilisation, plutôt que de simplement se donner ce nom tout en respectant les mêmes règles que l'État-nation. J'aimerais donc avoir votre point de vue.

#Alexander Mercouris

Votre critique, votre remarque sur la Russie, correspond exactement à ce qui a toujours été dit, en Russie même, par ce courant de pensée, qui a toujours existé, et qui affirme : en réalité, nous sommes différents de l'Europe. Je pense à Dostoïevski, mais pas seulement à lui. Il y a toute une lignée de penseurs russes, surtout conservateurs, au dix-neuvième siècle, qui défendaient exactement cet argument. Et ils disaient, vous savez : la civilisation européenne est merveilleuse, et nous devons nous en inspirer. Mais nous sommes différents, et nous ne devrions pas nous fondre en elle. En fait, lorsque nous le faisons, cela nous crée d'énormes problèmes et de grandes difficultés sur le plan intérieur.

Mais depuis le dix-huitième siècle, depuis Pierre le Grand, ce n'était plus la vision dominante en Russie. Et je pense que l'une des raisons, c'est que ce que Pierre a fait a été une telle réussite. Au dix-huitième siècle, la Russie s'est véritablement imposée comme une grande puissance. À l'époque de Catherine la Grande, les Russes se disaient : « Ça y est, nous y sommes, nous avons réussi. Nous avons Saint-Pétersbourg, une capitale européenne. Nous nous habillons tous à l'occidentale. Nous jouons un rôle actif dans les affaires européennes. Nous sommes invités à toutes les meilleures réceptions de Paris. » Et donc, à partir de cette époque, comme je l'ai dit, l'idée dominante en Russie était très clairement que nous sommes européens.

Et cela s'est diffusé dans l'ensemble de la population. Cela s'est aussi étroitement lié à une crise intérieure qui s'est développée en Russie au cours du dix-neuvième siècle. L'idée était que le système existant était devenu dépassé, obsolète, oppressif. Qu'il fallait changer les choses. Et, bien sûr, ce changement devait être révolutionnaire. Ce devait être un changement révolutionnaire, inscrit

dans le courant de la gauche socialiste qui déferlait également sur l'Europe à cette même époque. Cette idée venait d'Europe. Mais les Russes avaient aussi le sentiment de ne pas simplement l'importer. Ils en faisaient partie. Ils y participaient eux-mêmes, en tant qu'Européens.

#Pascal

Alexander, vous avez vraiment abordé un sujet très complexe. Nous sommes arrivés au terme du temps imparti. J'aimerais conclure cette séance en vous remerciant chaleureusement pour vos explications. Merci.